

NATIONS UNIES
COMISIÓN ECONÓMICA
POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES -
CEPALC



Distr.
LIMITEE

LC/MEX/L.814
19 décembre 2007

ORIGINAL: ESPAGNOL

HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 2006
ET LES PERSPECTIVES POUR 2007

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente	1
2. L'évolution du secteur externe	1
3. La politique économique	5
a) La politique fiscale	5
b) La politique monétaire	7
c) La politique de change	8
4. Evolution des principales variables	9
a) L'activité économique	9
b) Les prix, les rémunérations et l'emploi	11
5. Perspectives pour l'année 2007	12
<u>Annexe statistique</u>	15

TABLEAUX

<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
1 Principaux indicateurs économiques, 2002-2006	17
2 Principaux indicateurs trimestriels, 2005-2007	19
3 Offre et demande globales, 2002-2006	20
4 Produit intérieur brut par principaux secteurs, aux prix du marché, 2002-2006	21
5 Indicateurs de la production agricole et de l'élevage, 2002-2006	22
6 Indicateurs de la production industrielle, 2002-2006	23
7 Évolution de la production et de la consommation d'électricité, 2002-2006	24
8 Principaux indicateurs du commerce extérieur de biens, 2000-2006	25

<u>Tableau</u>		<u>Page</u>
9	Exportations de biens fob, 2002-2006	26
10	Importations de biens cif, 2002-2006	27
11	Balance des paiements (présentation analytique), 2002-2006	28
12	Évolution du taux de change, 2000-2006	29
13	Indicateurs de l'endettement externe, 2002-2006.....	30
14	Évolution des prix intérieurs, 2002-2006	31
15	Évolution des prix à la consommation (base août 2004), 2003-2007	32
16	Évolution des rémunérations, 2000-2006	33
17	Indicateurs monétaires, 2002-2006.....	34
18	Bilan de la BRH, 2002-2006	35
19	Recettes et dépenses du gouvernement central, 2002-2006	36
20	Indicateurs du système bancaire (pourcentages), 2002-2006.....	37

HAÏTI: EVOLUTION ECONOMIQUE DE L'ANNEE 2006 ET PERSPECTIVES POUR 2007

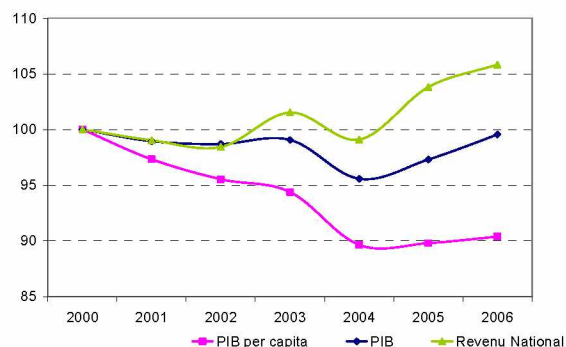
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente

En 2006 l'économie d'Haïti a enregistré à nouveau une variation positive (2,3%) du produit intérieur brut (PIB), ainsi qu'une réduction du taux d'inflation (10,3%, décembre-décembre). Cette performance a été accompagnée d'un assainissement des finances publiques —équilibre budgétaire—, sans financement monétaire de la Banque centrale, et l'économie s'est bénéficiée d'un transfert net de ressources (104 millions de dollars) équivalant à 2,1% du PIB.

La normalisation institutionnelle surgie des élections présidentielles, législatives et municipales, qui eurent lieu en 2006 et début 2007, a procuré un cadre de plus grande certitude à la gestion publique, tant à court qu'à moyen terme, ce qui a facilité la mise en oeuvre d'un ensemble d'initiatives. Parmi celles-ci se détachent la réalisation d'une conférence internationale de donateurs (juillet 2006) en Haïti, le lancement de nouveaux programmes et stratégies, notamment, le Document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSNCRP), visant à affermir les grandes lignes d'un développement durable dans les prochaines années. Cependant, en raison des multiples défis qu'Haïti a traditionnellement affrontés, il est prématuré d'affirmer que la fragile stabilité existant à ce jour puisse garantir l'objectif d'un développement durable. En effet, les demandes de la société civile en matière de justice et plus grande sécurité, le défi de relancer l'économie après une longue période de stagnation (entre 1996 et 2006

la croissance moyenne du PIB a été d'à peine 1,1%, et ce même indicateur par habitant s'est réduit de 0,6%), les retards en matière d'emploi et de protection sociale, ainsi que l'écrasante pauvreté, sont les enjeux les plus pressants.

Graphe 1
HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT ET REVENU NATIONAL BRUT, 2000-2006
(Indices, 2000=100)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

2. L'évolution du secteur externe

La balance des paiements a enregistré un excédent en compte courant de 1,6 million de dollars en 2006, tandis que les flux nets de transferts privés (1.000 millions) et les dons (380 millions) ont permis de compenser le déficit commercial (525 millions), dû en grande partie à la détérioration des termes de l'échange (-16%).

La balance commerciale déficitaire (1.387 millions de dollars) a représenté presque un tiers (29%) du PIB, malgré une amélioration nomi-

nale (8,2%) des exportations, cependant insuffisante pour compenser une très nette reprise (18,3%) des importations.

Les pronostics pour l'année 2007 prévoient une détérioration probable des termes de l'échange. La baisse des prix internationaux des hydrocarbures (jusqu'à janvier 2007), la pleine application des accords de coopération (dans le cadre de l'initiative Petrocaribe) qu'Haïti a signés avec la République bolivarienne du Venezuela, ¹ auxquelles s'ajoute l'amélioration de la performance des exportations de l'industrie de sous-traitance (22%) et des principaux produits agricoles (mangues, cacao et café), ne suffiraient pas à contrecarrer la hausse des prix du panier d'importations de denrées alimentaires d'environ 20% en raison de l'augmentation considérable de certains des produits les plus représentatifs : riz (23%), blé (22%) et poulets (86%).

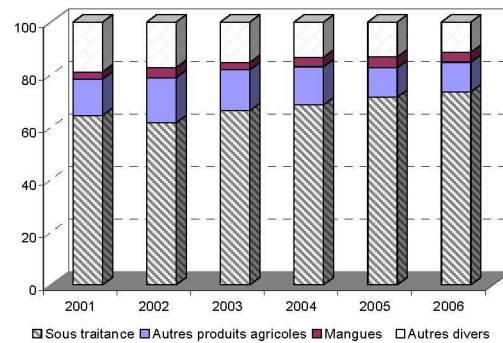
Le commerce extérieur d'Haïti est fortement axé sur les États-Unis quant à la destination des exportations (70%), et dans une moindre mesure en ce qui concerne les importations (40%). De plus, les rubriques des exportations sont peu diversifiées: un nombre très limité de produits —sous-traitance, huiles essentielles, mangues, café et cacao— représente près de 90% de la valeur totale, dont le niveau est très bas en soi (les exportations nettes s'élèvent à 230 millions de dollars seulement). Quant aux importations, la pondération excessive de produits primaires et intermédiaires —denrées alimentaires et hydrocarbures constituent 50% du total— rend le pays extrêmement vulnérable aux chocs externes.

Dans le cas spécifique des exportations agricoles, les récentes mesures (juillet 2007) de restriction sur les ventes de mangues aux États-Unis pour des raisons phytosanitaires affecteront de façon adverse le déroulement de ces activités pendant le restant de l'année fiscale. En effet, bien que la stationnalité favorise les exportations haïtiennes en cette période —avec le Mexique, c'est un des rares fournisseurs sur le marché des États-Unis entre les mois de juin et août— la chute drastique provoquée par cette interdiction représenterait une perte d'un tiers des exportations.

L'investissement étranger direct (IED) en 2006 s'est élevé à 160 millions de dollars —chiffre record pour l'économie haïtienne, représentant 3,3% du PIB—, mais il est peu probable que des flux de cette magnitude se renouvellent en 2007 malgré l'identification de nouveaux secteurs prometteurs (tourisme) et un plus grand dynamisme des activités de sous-traitance (voir l'encart 1), dont les répercussions se feraient probablement

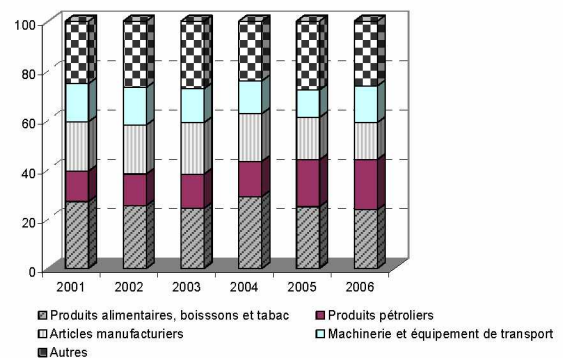
sentir à partir de l'année fiscale 2007-2008, si les expectatives de plus grande demande du côté de l'économie des États-Unis et capacité de production des fournisseurs haïtiens se concrétisent. Un guichet unique —Centre de Facilitation des Investissements (CFI)— affecté au Ministère du Commerce, a été créé en janvier 2006, afin de promouvoir et faciliter des flux d'investissements plus importants vers le pays. Le panorama à court terme est encore incertain, bien que tant les institutions gouvernementales que certaines entités privées (Chambres de commerce) aient multiplié les démarches en vue de modifier une « image de pays » nettement négative par suite de l'instabilité politique et sociale ayant prévalu pendant les dernières décennies, outre les retards en matière d'infrastructure de base et d'environnement institutionnel. ²

Graphe 2
HAÏTI: STRUCTURE DES EXPORTATIONS,
2001-2006
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Graphe 3
HAÏTI: STRUCTURE DES IMPORTATIONS,
2001-2006
(Pourcentages)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Encart 1

**L'INDUSTRIE DE SOUS-TRAITANCE EN HAÏTI:
VERS UN RENFORCEMENT DU SECTEUR?**

Antécédents. Le surgissement de l'industrie de sous-traitance en Haïti remonte au début de la décennie de 1970, et, depuis lors, elle est devenue le principal secteur d'exportations du pays. A ce jour cette industrie contribue à plus de 70% aux exportations nettes totales, avec une forte concentration dans la branche de la confection, et les Etats-Unis comme destination principale.

Loi HOPE. La promulgation en mars 2007 d'un accord de commerce préférentiel avec les Etats-Unis —Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership for Encouragement Act (HOPE)— sur des produits textiles et de confection pour une période de trois ans (renouvelable) accroît les facilités qui étaient déjà en application depuis 1982 dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes (CBI, pour ses sigles en anglais).

Une des principales caractéristiques de la nouvelle initiative consiste en ce qu'elle permet d'incorporer, pour un nombre limité de produits du secteur de la confection, des composants de toute provenance, à condition que 50% de ceux-ci au moins proviennent de pays avec lesquels les Etats-Unis ont un accord de commerce préférentiel. Haïti devra néanmoins démontrer être en condition de garantir l'application des règles douanières, de marché et de concurrence, ainsi que de celles qui sont en vigueur en matière de propriété industrielle et clauses de sécurité.

Le potentiel de cet accord réside surtout en la création d'emplois, bien que, comme l'a signalé (juillet 2007) l'Association d'Industries d'Haïti (ADIH), à l'inauguration de la Commission Mixte de mise en oeuvre de la loi HOPE, la portée de cette loi puisse s'avérer inférieure aux attentes, si elle n'est accompagnée simultanément d'un ensemble de mesures institutionnelles, visant à faciliter le crédit, former la main-d'oeuvre, ainsi que d'une amélioration substantielle des infrastructures de base (en particulier, énergie et infrastructure portuaire).

Évolution récente. Pendant les 15 dernières années les exportations vers les Etats-Unis ont enregistré une forte croissance (18% en moyenne par an). En termes de présence compétitive sur le marché américain, l'insertion des produits d'origine haïtienne, par rapport à des pays de la région de dimensions similaires —Amérique centrale et autres pays des Caraïbes—, indique des niveaux absolus encore inférieurs, sauf dans certaines rubriques très spécifiques.

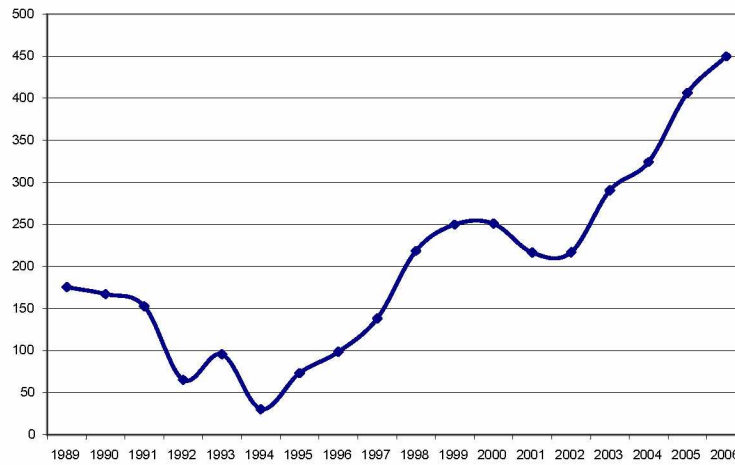
Tandis qu'en 2001 les exportations de textiles de la République dominicaine représentaient presque 10,5 fois celles d'Haïti, en 2006 cet écart s'est sensiblement réduit —3,4 fois—, en raison tant d'une tendance à la baisse de la République dominicaine (-32%), mais également d'une progression (108%) d'Haïti. A cet égard, il faut noter que depuis 2003 —avec l'établissement d'une zone franche— la région nord-est d'Haïti frontalière avec la République dominicaine a été considérée comme un pôle d'expansion naturel —par le biais de la sous-contratation— par des groupes de cette même branche qui opèrent en République Dominicaine ; de fait, depuis lors une de ces entreprises (Groupe M) a entrepris ses activités avec des facilités de crédit octroyées par la Banque mondiale.

La structure des exportations de sous-traitance. Les chapitres 61 et 62 —vêtements et accessoires de vêtements— du Système harmonisé représentent 90% des exportations de sous-traitance qu'Haïti effectue vers les Etats-Unis. Par rapport à la décennie de 1980, on constate la disparition presque totale d'autres rubriques (électronique, jouets) qui dans ces années-là ont réussi à représenter près de 30% du total ; la période de crise que le pays a traversée entre 1991-1994 en a été, sans aucun doute, le facteur déterminant.

Encart 1 (Conclusion)

L'emploi dans l'industrie de sous-traitance. Des estimations récentes signalent un total d'environ 30.000 emplois directs créés dans cette branche. Les expectatives d'une plus grande relance du secteur à partir de la loi HOPE prévoient la création d'environ 75.000 nouveaux emplois au cours des prochaines années, à condition, cependant, qu'un ensemble d'initiatives d'accompagnement puissent se concrétiser.

Grappe 4
HAÏTI: EXPORTATIONS D'ARTICLES DE CONFECTION DE L'INDUSTRIE DE
SOUS TRAITANCE VERS LES ETATS UNIS D'AMERIQUE
 (Millions de dollars)

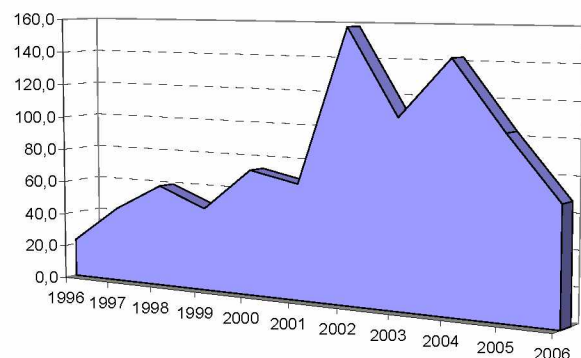


Source: Élaboration propre à partir de chiffres de Office of Textiles and Apparel, International Trade Administration (ITA) des Etats-Unis.

Le solde de la dette externe (1.418 millions de dollars en 2006) accusera une variation marginale en 2007 (1.487 millions de dollars au mois de juin), mais il faut signaler par contre de notables réductions dans les paiements de son service. En étant admis en novembre 2006 dans le groupe des Pays pauvres très endettés (HIPC, pour ses sigles en anglais), plusieurs mécanismes de restructuration et remise de dette ont été souscrits entre le Gouvernement d'Haïti et diverses institutions financières internationales. De fait, en juin 2007 le service de la dette (37,7 millions de dollars) s'est sensiblement réduit (34%) par rapport à l'année 2006.

En décembre 2006 les créiteurs du Club de Paris ont approuvé la restructuration de la dette d'Haïti —199 millions de dollars—, ce qui permet la consolidation de 69 millions de dollars, la remise immédiate de 7,2 millions et la reprogrammation des 62 millions restants.

Grappe 5
HAÏTI: SERVICE DE LA DETTE COMME
POURCENTAGE DES DECAISSEMENTS, 1996-2006



Source : CEPALC sur la base de chiffres officiels.

De son côté, la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé en mars 2007 un programme de remise temporaire de la dette haï

tienne pour 20 millions de dollars, et vers 2009 le pays pourrait se bénéficier d'une remise totale (525 millions de dollars) ; entre temps, il recevrait jusqu'à 50 millions sous forme de dons annuels, dont une partie en tant qu'aide budgétaire (un premier décaissement de 12,5 millions a été effectué en septembre 2007).

Dans les deux cas (Club de Paris et BID) ces mesures sont accompagnées d'un ensemble de conditionnalités, en particulier disposer d'une stratégie de réduction de la pauvreté (DSNCRP), et

l'application et accomplissement des critères accordés avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre du programme Service pour la croissance et la lutte contre la pauvreté (PRGF, pour ses sigles en anglais, 2007-2009), ainsi que certaines restrictions quant à de nouveaux endettements.

Le résultat positif de l'évaluation effectuée par le FMI lors de la révision de la première année du PRGF (juillet 2007) a permis l'approbation d'un décaissement immédiat de 11,7 millions de dollars.

3. La politique économique

Outre les grandes lignes de politique générale —transiter de la stabilisation à la relance de l'économie—, la politique économique du gouvernement est en grande partie résumée dans la lettre d'intention que les nouvelles autorités ont présentée au FMI en novembre 2006, et qui a permis la signature d'un accord de Service pour la croissance et la lutte contre la pauvreté (109,5 millions de dollars), comprenant la période 2007-2009, en remplacement du programme d'urgence en cours d'exécution depuis janvier 2005. Cet accord, ainsi que l'inclusion d'Haïti dans le point de décision de l'initiative pour les Pays pauvres très endettés et le document de stratégie de réduction de la pauvreté déjà mentionné, seront les principaux référents de la politique économique des prochaines années.

Dans un récent rapport,³ les autorités ont ventilé les dépenses publiques —courantes et d'investissement— des postes relatifs aux programmes de réduction de la pauvreté, qui s'élèvent à un total d'environ 78 millions de dollars, c'est-à-dire 4,7% du budget national de l'année fiscale 2007. Il faut souligner que le rapport sur le suivi de ces programmes a été porté sur la lettre d'intention au FMI comme un des engagements des autorités nationales, en conformité avec les caractéristiques du futur document sur la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Dans ces programmes —comme on peut l'observer dans le tableau 1— les dépenses courantes (79%) prédominent, alors que les domaines d'intervention les plus significatifs ont été ceux de l'éducation (48%) et de la santé (21%).

a) La politique fiscale

Les comptes fiscaux de 2006 —y compris les dons— ont enregistré un excédent primaire (0,8% du PIB) et un solde global équilibré. En termes réels, les recettes totales ont augmenté de 3,3%,

grâce à la variation positive de certaines rubriques les plus représentatives —les impôts sur les importations et la valeur ajoutée (taxe sur le chiffre d'affaires, TCA)—; cet excédent a été obtenu malgré la diminution de 5,9% des recettes provenant des impôts sur le revenu et 39,5% les contributions budgétaires directes de la coopération internationale (dons).

En ce qui concerne les dépenses, on observe une diminution (-2,3%) en termes réels des dépenses totales, dont l'origine se trouve tant dans les rubriques courantes (-1,5%) que dans celles d'investissement public (-8,7%). Ce fait s'explique en grande partie par l'incertitude de la conjoncture en 2006, où ont prévalu avant tout une consigne d'assainissement des finances publiques et une extrême prudence de la part du Trésor Public.

La persistance de cette même tendance pendant le présent exercice fiscal a provoqué de sévères mises en question de la part des membres des chambres législatives, de plusieurs secteurs politiques et d'analystes économiques. La politique restrictive de l'administration publique en matière

de décaissements semblerait en effet être en contradiction avec les lignes de conduite de re-

lance économique et sociale s'appuyant sur les programmes de gouvernement à court terme.

Tableau 1

HAÏTI : EXECUTION DES DEPENSES LIEES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE,
OCTOBRE 2006 MARS 2007

(Milliers de gourdes)

Classification	Dépenses courantes		Dépenses d'Investissement		Total	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Emploi	68 475	2,9	0	0,0	68 475	2,3
Sécurité alimentaire	165 267	7,0	57 729	9,1	222 996	7,4
Énergie	1 746	0,1	0	0,0	1 746	0,1
Transport	15 907	0,7	190 723	29,9	206 630	6,9
Assainissement	37 231	1,6	56 237	8,8	93 468	3,1
Logement	18 049	0,8	215 600	33,8	233 649	7,8
Eau	6 323	0,3	0	0,0	6 323	0,2
Santé	572 362	24,2	66 384	10,4	638 746	21,3
Éducation	1 399 728	59,1	42 367	6,7	1 442 096	48,0
Protection sociale	82 723	3,5	8 000	1,3	90 723	3,0
Total	2 367 811	100,0	637 040	100,0	3 004 851	
	78,8%		21,2%		100,0%	

Source: Élaboration propre sur la base de chiffres du Ministère de l'Économie et des Finances d'Haïti.

Le programme fiscal à moyen terme (2007-2009) stipule, d'une part, d'élever le recouvrement fiscal —en particulier moyennant l'application de plus grands contrôles, la diminution de l'évasion fiscale et de la contrebande— et d'autre part, d'intensifier les dépenses tant d'investissement que sociales, sans pour cela recourir au financement de la Banque centrale. Cette orientation entend consolider les résultats favorables de l'année 2006, tout en cherchant à relancer l'économie pour abandonner la récente application de politiques procycliques, en particulier les politiques restrictives en matière monétaire et de crédit.

Les résultats préliminaires —en termes nominaux— de la période octobre 2006-juin 2007 indiquent que les objectifs en matière de recettes ont été largement atteints (augmentation de 22%), bien qu'on observe un certain ralentissement des dépenses (7,8%) ; dans ce dernier cas, le dynamisme dans les projets d'investissement (48,5%) a compensé la modeste variation des dépenses courantes (2,1%). En mai 2007 le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a sollicité au Parlement un redressement

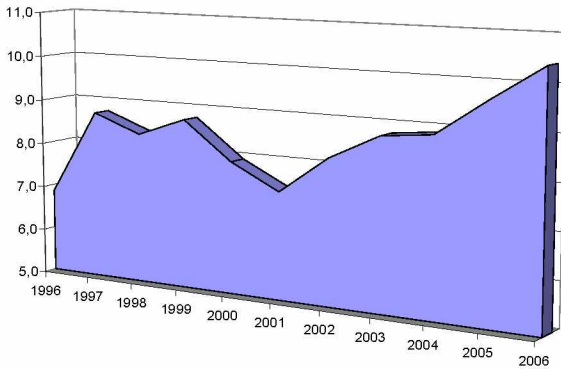
du budget des dépenses pour ajuster les décaissements publics en fonction de cette nouvelle conjoncture, où l'on espère obtenir des ressources fiscales substantiellement plus importantes, ainsi que des contributions externes directes nettes (dons) plus significatives, sur la base des engagements déjà identifiés. Cependant, selon les chiffres du MEF les dons effectivement décaissés au mois de juin 2007 (1.029 millions de gourdes) demeuraient inférieurs de 22% à ceux de l'année précédente.

Ces ajustements cherchent à compenser les effets d'une politique fiscale excessivement restrictive, bien qu'une composante non négligeable de ce résultat réside dans la faible capacité d'exécution du secteur public. A tout juste trois mois de la fin de l'année fiscale 2007, le taux d'exécution du budget demeurerait extrêmement faible, puisque dans l'ensemble tout juste 27% avait été exécuté.⁴

On prévoit que dans le restant des mois de 2007 il y aurait une relance considérable tant des dépenses courantes que d'investissement, sans dépasser, selon les critères convenus avec le FMI, un déficit global de 1,3% du PIB (non

compris les dons ni les programmes de la coopération internationale exécutés par des entités officielles).

Graphe 6
HAÏTI: PRESSION FISCALE, 1996-2006
(% PIB)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

De même, en octobre 2006-juin 2007 les dépenses totales (-1,4%) et courantes (-6,6%) ont diminué en termes réels malgré l'augmentation (10,3%) des rémunérations —les salaires des fonctionnaires publics ont subi une augmentation nominale de 17% en décembre 2006—, puisque tant les postes de dépenses pour subsides (-30%) que les décaissements pour paiements d'intérêts (-32%) se sont contractés. En matière d'investissements, une augmentation réelle de 35,8% a été obtenue provenant de travaux et projets tels routes, travaux de réaménagement de l'aéroport de Port-au-Prince, notamment.

Quelques-uns des défis qu'affronte la politique fiscale en Haïti sont une faible pression fiscale (11% du PIB), à laquelle s'ajoutent le fait que la structure fiscale est fortement centrée sur les impôts indirects —en particulier ceux provenant des taxes à l'importation sur des dérivés du pétrole (15%)—, ainsi qu'une assiette fiscale réduite —en raison notamment du haut degré d'informalité du marché du travail— et la dépendance des fonds de la coopération externe pour l'exécution des dépenses : 64% de celles-ci au niveau général et 91% dans le cas des dépenses de capital.

La structure fiscale s'appuie dans une large mesure sur les impôts sur le commerce extérieur (29%) et l'impôt à la valeur ajoutée (IVA, 28%), alors que l'imposition directe contribue à peine à 19% des recettes. Dans le cas de l'IVA, il est

important de souligner qu'il y a une décennie (1996) il présentait 12 points de moins en pourcentage (16%).

Quant aux dépenses, en 2006 les dépenses courantes représentaient 90% du total et les dépenses de capital tout juste 10%, bien que la pondération de cette dernière rubrique ait enregistré un déclin progressif ces dernières années, probablement imputable à un apport décroissant des fonds budgétaires publics directs.

b) La politique monétaire

Conformément aux directives de la Banque centrale (Banque de la République d'Haïti, BRH), en 2006 —et partiellement pendant l'année fiscale en cours— la politique monétaire a été orientée sur la réduction de l'inflation par le biais du contrôle de la base monétaire et du crédit. Alors que la base monétaire nominale a augmenté de 14,8%, en termes réels l'augmentation a été de 0,5% seulement. Le crédit intérieur net a reculé de 9,9% réel, avec des variations négatives tant du côté du secteur public (-16,1%) que privé (-15,7%), dans ce dernier cas le système financier a été incité par les rendements croissants des bons de la BRH. Les achats de devises de la part de la BRH (64,8 millions de dollars), les bons de la BRH, ainsi que le taux de réserves obligatoires, ont été les instruments privilégiés en matière de contrôle de liquidité.

Bien que l'application de ces orientations en matière de politique monétaire ait subsisté en 2007, depuis le mois d'avril on observe une plus grande flexibilité quant aux signaux émis par la Banque centrale. Ainsi, le taux d'intérêt des bons BRH à 91 jours —référence pour les taux interbancaires— a rétrocedé de 17,8% au mois de décembre à 13,7% au mois de juin. Cependant, les taux sur les prêts du système bancaire n'ont pas suivi ce processus —faillie dans les mécanismes de transmission—, puisqu'ils sont demeurés stables (13% sur les prêts en dollars) ou ont même augmenté (33,6% sur les prêts en gourdes), prévalant ainsi un différentiel élevé entre les deux taux.

La reprise du crédit interne n'a pu être obtenue, puisque sa variation réelle entre mai 2006 et mai 2007 a été négative (-9,5%), avec une baisse sensible des crédits au secteur public (-25%) et

une légère augmentation (3,3%) de ceux destinés au secteur privé.

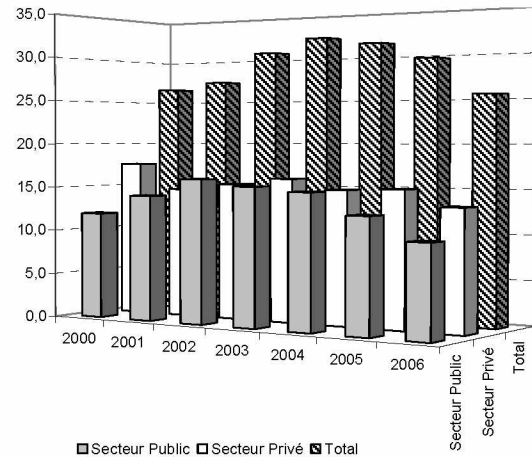
La détérioration de certains indicateurs du secteur financier en 2006, en particulier le ratio des prêts improductifs (13,6%), semble s'être détournée, et au mois de juin de 2007 cet indicateur a signalé un niveau de 11,62%. A cet égard, il y a lieu de rappeler que ce n'est qu'au mois de février, après un long processus de faillite, que l'absorption formelle de la banque SOCABANK par une autre banque locale –Banque Nationale de Crédit– s'est achevée avec l'intervention directe de la Banque centrale dans le processus d'assainissement, malgré les controverses que cette décision a provoquées.

c) La politique de change

La plus grande disponibilité de devises dans l'économie nationale —par la voie de transferts privés et coopération externe— a provoqué l'appréciation réelle de la monnaie nationale de 2,8% en 2006 et 14,3% pendant l'année fiscale en cours (au mois de juin) ; ce qui a également permis la constitution de réserves internationales nettes supérieures aux critères accordés avec le FMI. La réduction du service de la dette externe pendant 2007 et les prévisions de décaissements nets plus importants contribueront à renforcer cette tendance.

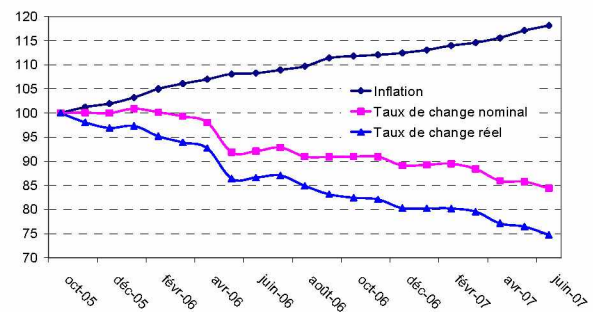
L'évolution du taux de change jusqu'au mois de juin de 2007 laisse prévoir que l'appréciation tant réelle que nominale de la monnaie nationale devrait probablement se poursuivre pendant l'année en cours, où la moyenne du taux de change sera d'environ 38 gourdes par dollar, niveau sensiblement inférieur à celui qui a été envisagé (42 gourdes) dans le programme du gouvernement avec le FMI. Au troisième trimestre (juin) la BRH disposait d'un niveau de réserves de 250 millions de dollars (sans prendre en compte les dépôts en devises des banques commerciales). Les achats de devises de la part de la BRH ont accumulé 90,9 millions de dollars entre octobre 2006-juin 2007 et ont contribué à cette performance qui dépasse les objectifs convenus avec le FMI.

Grappe 7
HAÏTI: CREDIT INTERIEUR NET, 2000-2006
(% du PIB)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Grappe 8
HAÏTI: INFLATION, TAUX DE CHANGE NOMINAL
ET TAUX DE CHANGE REEL
OCTOBRE 2005-JUIN 2007
(Indices, Octobre 2005=100)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Il faut ajouter que le processus de dollarisation de l'économie haïtienne subsiste, ce que reflète la part de 43% des dépôts en devises en ce qui concerne M3. Pour contrecarrer la généralisation de ce phénomène au domaine des transactions commerciales, le Ministère du Commerce a insisté au mois de mars sur l'usage obligatoire de la monnaie nationale dans la dénomination des prix des biens et services.

4. Évolution des principales variables

La relance économique modérée du PIB (2,3%) pendant l'année fiscale 2006 s'est également traduite par une croissance d'à peine 0,7% du produit per capita. La stagnation de l'économie en terme de production demeure préoccupante, d'autant plus que le pays requiert une croissance à un taux significativement plus élevé si l'on aspire à réduire considérablement la pauvreté et d'autres indicateurs d'exclusion et de marginalité sociale.

a) L'activité économique

Pendant 2006, la conjoncture politico-électorale et les attentes incertaines qui ont prédominé jusqu'à la moitié de l'année ont freiné une plus grande reprise, et rares sont les secteurs qui ont présenté une performance notable. Parmi ceux-ci se détachent ceux du transport, stockage et communications (5%) —grâce à la performance du sous-secteur des télécommunications (téléphonie cellulaire)— et dans une moindre

mesure le commerce (3%) et services financiers (2,4%).

Parallèlement, la performance restreinte du secteur électrique —réduction de 28% de la production— a été la cause principale d'une baisse sensible (-22%) observée dans la rubrique correspondant aux services de base. Cette problématique persiste en raison d'un fort déficit de la production globale, malgré une certaine amélioration quant au nombre d'heures disponibles dans les principaux centres urbains —une moyenne de sept heures par jour à Port-au-Prince

Encart 2

HAÏTI : LA NECESSITE IMPERIEUSE DE REPRENDRE LE SENTIER DE LA CROISSANCE

Pendant 10 ans (1996-2006) la croissance de l'économie haïtienne a été d'à peine 1,1% en moyenne, taux inférieur à celui observé dans la variation de la population (1,7%) ce qui, en conséquence, s'est également traduit par une diminution sensible (-0,6%) du PIB par habitant. Cette performance n'est pas insolite puisque pendant les 20 dernières années —depuis 1986— la production du pays a enregistré, de façon persistante, un rendement défavorable.

Pour illustrer cette situation on présente dans deux graphiques les résultats d'un exercice purement hypothétique, qui révèle que pendant plus d'un demi-siècle (1950-2006) la performance économique la plus remarquable —avec un taux d'à peine 1,8% en moyenne— a été obtenue pendant la période 1950-1980. Pour reprendre cette voie modeste, il faudrait que le rythme de la croissance de l'économie haïtienne soit de 4,2% en moyenne par an pendant les deux prochaines décades, un taux qui en termes historiques a été enregistré entre 1967-1980 (4,4%).

Maintenir cette évolution jusqu'en 2030 entraînerait à son tour un redressement du PIB par habitant —environ 700 dollars—, qui équivaldrait tout juste au niveau de 1980, mais serait le double du niveau actuel (386 dollars).

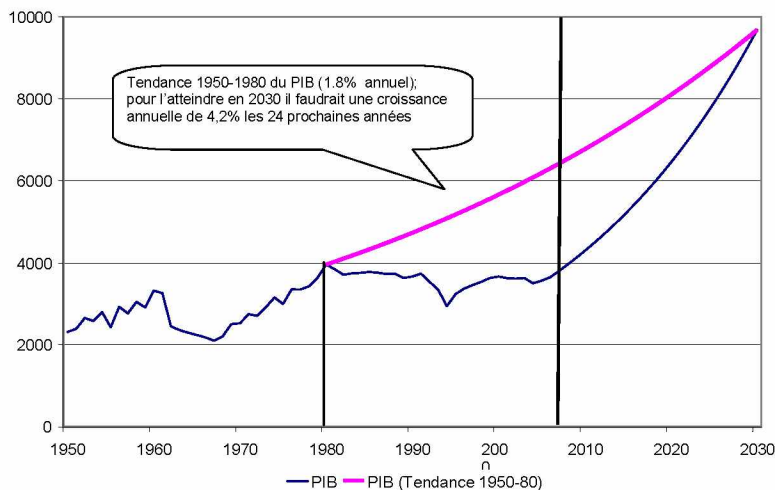
Au-delà de la conjonction d'autres facteurs —investissement, emploi, épargne, par exemple— qui seraient nécessaires pour que ce scénario hypothétique soit réalisable, il faut souligner que, sans aucun doute, un impératif de l'économie haïtienne dans les prochaines décennies sera d'atteindre une croissance soutenue, si le pays aspire à réduire les écarts et les retards tant économiques que sociaux accumulés non seulement pendant les deux dernières décennies, mais de façon constante au cours de son histoire moderne.

/A suivre

Encart 2 (Conclusion)

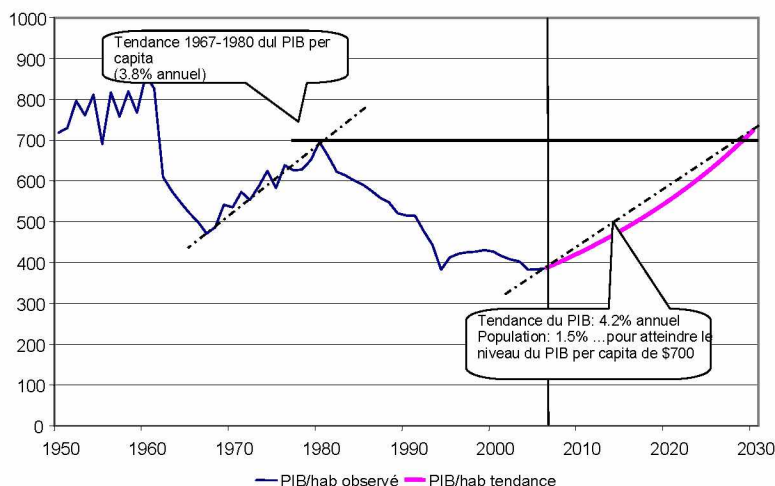
Parmi les priorités annoncées par les nouvelles autorités haïtiennes figure un ensemble d'objectifs économiques et sociaux à court, moyen et long terme ; ces derniers sont d'une importance primordiale et dans ce cadre d'amples consensus seront nécessaires pour construire une économie plus viable et une nation plus juste : la nécessité impérieuse de reprendre un sentier de croissance en fera partie sans aucun doute.

Graphe 9
HAÏTI: PIB 1950-2006 (2007-2030)
 (Millions de dollars de 2000)



Source: Élaboration propre sur la base de chiffres de CEPALC et autres sources.

Graphe 10
HAÏTI: PIB PER CAPITA 1950-2006 (2007-2030)
 (Dollars de 2000)



Source: Élaboration propre sur la base de chiffres de CEPALC et autres sources.

La croissance du secteur de la manufacture a été de 2,3% seulement, puisque les principales activités qui le composent —l'industrie alimentaire (47% du total) et la sous-traitance (21%)— ont enregistré des augmentations modestes (2,3% et 1%, respectivement).

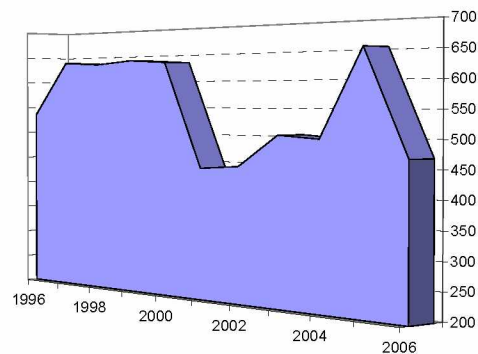
Quant au secteur agricole, sa variation a été d'à peine 1,6%, insuffisante pour pourvoir à l'approvisionnement de la population rurale encore majoritaire (58%) et des principales villes du pays, où les caractéristiques de marginalité se sont accentuées. Pendant 2006, le volume d'importations des principales rubriques agricoles a augmenté dans des proportions considérables, comme le reflètent le riz (14,5%), les légumineuses (56,75%) et les poulets (34,4%), situation imputable à un approvisionnement national insuffisant et aux avantages inhérents à l'appréciation de la monnaie nationale. Le nouveau gouvernement a donné une nette priorité au secteur agricole à travers des projets —par exemple, le Programme d'intensification agricole— qui tentent d'accroître l'offre interne.

Cet indicateur est un facteur primordial en matière de sécurité alimentaire, et une analyse récente⁵ de la Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA) d'Haïti prévoit comme scénario le plus probable une amélioration de cette rubrique. Devraient également y contribuer de façon positive l'environnement macro-économique plus stable (prix), l'appréciation du taux de change —qui facilite les importations de denrées alimentaires— et l'aide externe ; cela malgré la possibilité d'effets adverses qui pourraient provenir d'autres déterminants plus incertains (en particulier, climatiques, comme ceux liés à la saison cyclonique).

Les expectatives d'une performance remarquable du secteur de la construction en 2006 —dans le segment tiré par les travaux publics— ne se sont pas matérialisées (2%), en raison des retards dans les décaissements financiers internationaux —dus aux processus d'adjudication—, ainsi que la faible capacité d'exécution des entrepreneurs locaux, et la capacité insuffisante d'absorption et gestion effective des entités publiques. La reprise qui a commencé dans ce secteur (3,6%) au premier trimestre de 2007 et les dépenses d'investissement du secteur public (26% en termes réels) pourraient renverser la tendance anté-

rieure ; cependant, en termes d'exécution, seulement 5% du budget assigné au secteur avait été réalisé au mois de juin. Pendant le restant des mois de l'année fiscale il y aura des avancements dans les travaux (aéroport de Port-au-Prince, routes, et autres) avec la conclusion d'un ensemble de travaux publics déjà en cours, ainsi que le lancement d'autres travaux, raison pour laquelle les estimations continuent à signaler ce secteur comme le promoteur probable d'une évolution favorable de l'investissement pendant 2007.

Grappe 11
HAÏTI: GENERATION ELECTRIQUE, 1996-2006
(Millions de KWh)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Les estimations de la production —par type de dépense— augurent d'une croissance d'environ 3,5% du PIB, s'appuyant d'un côté sur une reprise modeste de la consommation (1,1%), de l'investissement (2,9%) et des exportations (1,8%) ; par contre, on prévoit une stagnation des importations (-0,2%).

b) Les prix, les rémunérations et l'emploi

Conformément à la politique monétaire des autorités, l'inflation en 2006 a été de 10,3%, cinq points de moins qu'en 2005. Cette tendance devrait se poursuivre cette année avec une variation de 9% (septembre-septembre), selon les prévisions des autorités économiques. De fait, son évolution jusqu'en juin a présenté une variation de 9,1% sur 12 mois grâce à la tendance à la baisse des prix domestiques des hydrocarbures —jusqu'en mars 2007— et au contrôle de la demande. Les prix domestiques de l'essence et autres dérivés ont subi des augmenta-

tions progressives et constantes pendant le troisième trimestre de l'année fiscale (avril-juin), ce qui a donné lieu à des incidents de protestations sociales —grèves des transporteurs— en signe d'opposition. En termes relatifs, les prix en vigueur au mois de juin ont été 15% supérieurs à ceux du commencement de l'année fiscale (octobre 2006).

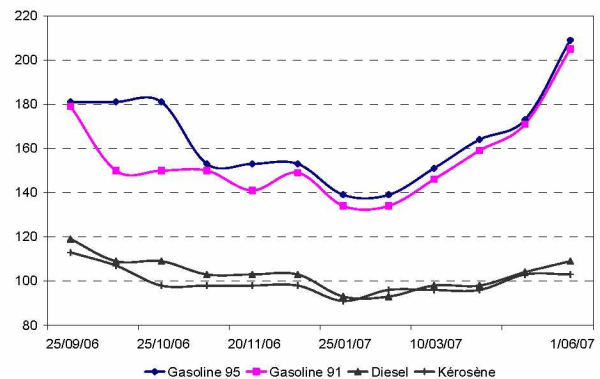
Alors que le salaire minimum a subi une perte additionnelle en termes de pouvoir d'achat (-6,6%), il faut souligner que dans le cas particulier des fonctionnaires publics les ajustements de salaires (17% nominal) promulgués en décembre 2006 ont permis un certain redressement de leurs rémunérations en termes réels.

La faible création d'emplois demeure un des défis les plus pressants de l'économie haïtienne, y compris dans les étapes de croissance. La prudence persiste en ce qui concerne la possibilité d'une amélioration significative de l'emploi à court terme, bien que dans les travaux publics et dans le programme d'apaisement social (PAS) des activités soient envisagées afin de stimuler la demande de travail en tant que générateur de revenus et atténuation de la pauvreté.

Conformément à ces priorités, plusieurs programmes de la coopération internationale

ont été mis en oeuvre tant par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID, pour ses sigles en anglais, 9 millions de dollars), le Gouvernement du Canada (Fond de développement et emploi, 4 millions de dollars) et la BID (Formation professionnelle, 6,7 millions de dollars), privilégiant les activités génératrices de main-d'oeuvre.

Grappe 12
HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX DES
COMBUSTIBLES OCTOBRE
2006-JUIN 2007
(Gourdes/gallon)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

5. Perspectives pour l'année 2007

Pour l'année fiscale 2007 il est possible de prévoir une plus grande croissance du PIB —environ 3,5%—, bien qu'elle résulterait légèrement inférieure au pronostic initial du gouvernement (4%), en raison, notamment, des problèmes en matière d'insécurité auxquels le pays a été exposé pendant le premier trimestre (octobre-décembre 2006) et l'incertitude qui régnait encore quant à l'accomplissement des promesses d'accords de coopération internationale et de nouvelles initiatives sur la remise de dettes.

Cependant, tant le dynamisme positif de la coopération externe —et son impact sur l'investissement—, ainsi que le flux de transferts privés (en juin ils s'élevaient à 680 millions de dollars) devraient faciliter une certaine reprise économique. De plus, les tendances plus modérées en termes des prix internationaux des hydrocarbures (réduction des importations), et le comportement favorable des prix des principaux

produits d'exportation (café, cacao) contribueront à atteindre ces objectifs.

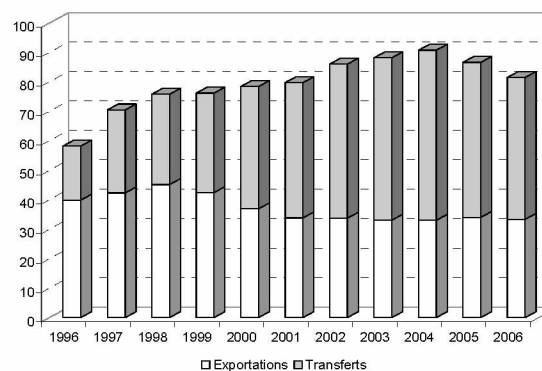
En matière de politique économique, une des priorités du gouvernement en 2007 consistera sans aucun doute en l'achèvement du DSNCRP, afin de bénéficier le plus rapidement possible des programmes de réduction de dette et autres. En effet, ce programme substituera celui du Cadre Intérimaire de Coopération (CCI), dont

l'application depuis 2004 arriva à échéance fin septembre 2007.

Dans les premiers mois de 2007 (mars) il y eut une reprise d'émigrations clandestines —aux soldes tragiques— tant vers les Etats-Unis que vers des îles voisines des Caraïbes, outre les flux continus vers la République dominicaine. Cela est un triste rappel du côté sombre que la prospérité des transferts (21% du PIB et le financement de 80% des importations) représente également pour la nation haïtienne.

L'approbation en juillet 2007 de la part du FMI de la deuxième phase du programme de Service pour la croissance et la lutte contre la pauvreté constitue pour les autorités un signe positif, qui serait accompagné d'un ensemble de ressources fraîches de cet organisme, et faciliterait probablement la concrétisation d'accords avec d'autres membres de la communauté financière internationale.

Grappe 13
HAÏTI: CONTRIBUTION DES TRANSFERTS ET
DES EXPORTATIONS AU FINANCEMENT DES
IMPORTATIONS, 1996-2006
(% des importations totales)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

NOTES

¹ En août 2007, dans le cadre du troisième sommet des Etats membres de Petrocaribe, l'adhésion d'Haïti à l'accord global de coopération énergétique a également été signée.

² Dans la base de données "Doing business" de la Banque mondiale, la majorité des indicateurs attribue à Haïti une position défavorable par rapport à d'autres économies similaires de la région (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, la Jamaïque et la République Dominicaine).

³ Voir Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Rapport d'exécution des dépenses liées à la réduction de pauvreté par direction et par projet, octobre 06-mars 07.

⁴ Voir MEF, Etat d'exécution des dépenses budgétaires par institutions et secteur durant la période allant d'octobre 06 à juin 07.

⁵ Bulletin de conjoncture avril-juin de 2007 de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA).

Annexe statistique

Tableau 1

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES, 2002-2006 a/

	2002	2003	2004 b/	2005 b/	2006 b/
	Taux de variation				
Croissance et investissement					
Produit intérieur brut	-0,3	0,4	-3,5	1,8	2,3
Produit intérieur brut par habitant	-1,8	-1,2	-5,0	0,2	0,7
Produit intérieur brut (millions de gourdes)	94 028	119 758	140 387	168 034	200 456
Déflacteur du PIB (1987=100)	725,1	920,2	1 118,0	1 314,5	1 532,7
Revenu national brut à prix de marché c/	-0,6	3,1	-2,4	4,4	1,9
Produit intérieur brut sectoriel					
Biens	-1,9	0,6	-4,0	2,5	1,8
Services de base	-0,1	1,7	1,6	3,5	2,6
Autres services	1,4	0,0	-4,3	1,4	2,5
	Points de pourcentage				
Décomposition du taux de variation du PIB	<u>-0,3</u>	<u>0,4</u>	<u>-3,5</u>	<u>1,8</u>	<u>2,3</u>
Consommation	-2,0	1,4	-5,9	3,5	6,3
Publique	1,2	0,5	-1,4	0,2	...
Privée	-3,2	0,9	-4,5	3,3	...
Investissement	0,8	1,0	-1,1	0,5	0,8
Exportations	-0,5	1,6	2,3	0,9	0,8
Importations (-)	-1,3	3,6	-1,2	3,1	5,6
	Pourcentage du PIB c/				
Investissement brut interne	28,0	28,8	28,9	28,8	28,8
Epargne nationale	25,6	27,6	27,5	29,7	28,4
Epargne externe	2,5	1,2	1,5	-0,9	0,4
Emploi et salaires					
Salaire minimum réel (indices 2000=100)	78,8	115,6	90,1	77,2	67,5
	Taux de variation				
Prix (septembre-septembre)					
Indice général des prix à la consommation	10,1	37,8	21,7	14,9	12,4
Secteur externe					
Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 2000=100)	100,2	98,7	83,4	73,5	61,7
Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar)	27,1	40,5	39,7	39,0	41,4
Indice du taux de change ajusté (2000=100)	113,9	131,4	102,8	89,4	86,2
	Millions de dollars				
Balance des paiements d/					
Compte courant	-89,0	-44,9	-55,6	39,0	-18,9
Solde commercial	-828,9	-948,6	-1 036,3	-1 180,5	-1 388,0
Exportations des biens et services e/	421,1	468,4	510,2	604,3	698,4
Importations des biens et services e/	1 250,0	1 417,0	1 546,5	1 784,8	2 086,4
Compte d'opérations financières	-4,1	-48,5	13,2	-11,3	137,0
Variation des réserves internationales	80,5	8,2	-35,4	-50,5	-93,8
Compte courant (% PIB)	-2,6	-1,5	-1,6	0,9	-0,4
Compte courant sans dons (% PIB)	-5,4	-6,1	-4,4	-6,7	-8,2

/A suivre

Tableau 1 (Conclusion)

	2002	2003	2004 b/	2005 b/	2006 b/
Pourcentages					
Dette externe					
Encours de la dette externe (% du PIB) f/	34,9	43,5	37,2	31,0	29,3
Intérêts nets (% des exportations des biens et services)	3,2	3,0	2,3	6,1	1,6
Pourcentage du PIB					
Gouvernement central g/					
Recettes courantes	8,2	8,8	8,9	9,7	10,0
Dépenses courantes	9,0	8,7	9,2	10,2	9,7
Epargne ou Déficit courant (-)	-0,8	0,0	-0,3	-0,6	0,4
Dépenses de capital	2,0	3,3	2,8	1,2	1,1
Déficit fiscal	-2,7	-3,1	-3,1	-0,6	0,0
Financement interne	3,0	-1,3	3,8	2,3	0,8
Financement externe	-0,3	4,4	-0,7	-1,6	-0,8
Taux de variation					
Monnaie et crédit					
Solde monétaire du système bancaire	17,2	39,8	9,1	20,3	10,2
Réserves nettes de change	0,8	60,0	-5,9	46,9	26,8
Crédit intérieur net	23,1	33,8	14,3	12,7	4,0
Au secteur public	25,2	21,8	13,7	1,1	-4,8
Au secteur privé	14,8	33,3	9,0	21,3	6,1
Monnaie (M1)	20,8	26,0	12,3	19,4	3,0
Epargne et dépôts à terme (monnaie nationale)	4,3	32,4	14,9	6,7	17,5
M2	11,6	29,3	13,7	12,5	10,4
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	28,4	57,5	2,6	32,4	10,0
Liquidité étendue (M3)	17,2	39,8	9,1	20,3	10,2
Taux annuels					
Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales)					
Taux sur les dépôts	0,4	-15,3	-11,8	-11,1	-7,2
Taux sur les prêts	16,3	-2,7	4,4	10,6	11,6
Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère h/	-3,9	-24,9	15,3	5,6	-0,3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1995.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du V Manuel de la Balance des Paiements du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS, 2005-2007 a/

	2005 b/				2006 b/				2007 b/			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois) c/	19,7	18,7	13,8	15,4	15,6	15,0	14,1	12,4	10,9	8,7	8,5	...
Taux de change réel (indices 2004 = 100)	86,5	85,1	85,4	90,6	89,9	87,3	83,1	77,7	74,6	73,1	69,6	...
Taux d'intérêt réel												
Sur les dépôts c/	-11,5	-13,2	-10,0	-10,2	-9,3	-7,9	-6,7	-5,2	-4,3	-2,6	-1,9	...
Sur les prêts d/	11,1	11,1	12,1	7,5	8,2	8,5	14,8	14,7	19,9	23,3	24,0	...
Monnaie (M1) (variation trimestrielle)	9,1	2,2	2,7	4,2	7,8	-2,8	1,5	-3,2	7,5	-7,2	2,4	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (Octobre-Septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Nouvelle série à base août 2004=100.

d/ Dépôts en gourdes, à termes de 6 mois.

Tableau 3

HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE GLOBALES, 2002-2006

	Millions de gourdes de 1987					Composition (pourcentage)			Taux de croissance			
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2001	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
Offre totale	27 725	28 240	27 620	28 233	29 239	214,9	220,9	223,6	1,9	-2,2	2,2	3,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	12 968	13 015	12 557	12 783	13 079	100,0	100,0	100,0	0,4	-3,5	1,8	2,3
Importations de biens et services	14 757	15 225	15 063	15 450	16 160	114,9	120,9	123,6	3,2	-1,1	2,6	4,6
Demande totale	27 725	28 240	27 620	28 233	29 239	214,9	220,9	223,6	1,9	-2,2	2,2	3,6
Demande intérieure	24 904	25 217	24 302	24 803	25 703	192,7	194,0	196,5	1,3	-3,6	2,1	3,6
Formation brute de capital fixe	4 390	4 526	4 381	4 444	4 541	32,9	34,8	34,7	3,1	-3,2	1,4	2,2
Consommation totale	20 514	20 691	19 921	20 359	21 162	159,8	159,3	161,8	0,9	-3,7	2,2	3,9
Publique	2 070	2 136	1 954	1 982	...	14,7	15,5	...	3,2	-8,5	1,4	...
Privée	18 444	18 555	17 967	18 377	...	145,0	143,8	...	0,6	-3,2	2,3	...
Exportations de biens et services	2 821	3 023	3 318	3 430	3 536	22,2	26,8	27,0	7,2	9,8	3,4	3,1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4

HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX
SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHE, 2002-2006

	Millions de gourdes de 1987					Composition (pourcentage)			Taux de croissance			
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2001	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
Produit intérieur brut	12 968,4	13 016,1	12 555,9	12 783,4	13 079,4	100,0	100,0	100,0	0,4	-3,5	1,8	2,3
Total partiel biens	5 297,0	5 328,0	5 114,0	5 241,0	5 337,0	41,5	41,0	40,8	0,6	-4,0	2,5	1,8
Agriculture b/	3 326,0	3 334,0	3 174,0	3 256,0	3 309,0	26,6	25,5	25,3	0,2	-4,8	2,6	1,6
Industrie d'extraction	14,0	14,0	13,0	14,0	14,0	0,1	0,1	0,1	0,0	-7,1	7,7	0,0
Industrie manufacturière	1 000,0	1 005,0	978,0	994,0	1 017,0	7,6	7,8	7,8	0,5	-2,7	1,6	2,3
Construction	957,0	975,0	949,0	977,0	997,0	7,3	7,6	7,6	1,9	-2,7	3,0	2,0
Total partiel services de base	824,0	838,0	851,0	881,0	904,0	6,3	6,9	6,9	1,7	1,6	3,5	2,6
Electricité, gaz et eau	61,0	63,0	70,0	75,0	58,0	0,5	0,6	0,4	3,3	11,1	7,1	-22,7
Transport, stockage et communications	763,0	775,0	781,0	806,0	846,0	5,9	6,3	6,5	1,6	0,8	3,2	5,0
Total partiel services divers	6 439,0	6 442,0	6 165,0	6 250,0	6 409,0	48,9	48,9	49,0	0,0	-4,3	1,4	2,5
Commerce	3 508,0	3 527,0	3 306,0	3 350,0	3 451,0	26,2	26,2	26,4	0,5	-6,3	1,3	3,0
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/	1 531,0	1 535,0	1 523,0	1 542,0	1 579,0	12,0	12,1	12,1	0,3	-0,8	1,2	2,4
Propriété immobilière	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services communaux, sociaux et personnels	1 400,0	1 380,0	1 336,0	1 358,0	1 379,0	10,7	10,6	10,5	-1,4	-3,2	1,6	1,5
Gouvernement d/	1 400,0	1 380,0	1 336,0	1 358,0	1 379,0	10,7	10,6	10,5	-1,4	-3,2	1,6	1,5
Ajustement e/	408,4	408,1	425,9	411,4	429,4	3,3	3,2	3,3	-0,1	4,4	-3,4	4,4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands".

d/ Correspond aux "services non marchands".

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE, 2002-2006 a/

	Milliers de tonnes					Taux de croissance			
	2002 b/	2003 b/	2004 b/	2005 b/	2006 b/	2003 b/	2004 b/	2005 b/	2006 b/
Principales cultures									
D'exportation									
Café	28,5	29,0	28,0	28,0	...	1,8	-3,4	...	...
Cacao	4,4	4,8	4,4	4,4	...	9,1	-8,3	...	...
Mangues	260,0	261,0	260,0	260,0	...	0,4	-0,4	...	...
De consommation interne									
Riz	104,0	105,0	102,0	102,0	...	1,0	-2,9	...	...
Maïs	185,0	198,0	180,0	180,0	...	7,0	-9,1	...	...
Millet	85,0	95,0	85,0	85,0	...	11,8	-10,5	...	...
Haricots	33,0	34,0	33,0	33,0	...	3,0	-2,9	...	...
Bananes	295,0	300,0	290,0	290,0	...	1,7	-3,3	...	...
Canne à sucre	1 010,0	1 050,0	1 080,0	1 080,0	...	4,0	2,9	...	...
Indicateurs de l'élevage									
Viande (total)	99,9	100,7	99,9	99,9	...	0,8	-0,8	...	...
Oeufs	4,8	5,0	5,1	5,1	...	3,6	1,0	...	...

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la FAO (FAOSTAT).

a/ Vu le manque de données officielles, nous ne présentons que les estimations réalisées par la FAO.

b/ Estimations.

Tableau 6

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, 2002-2006

	Indices 1996 = 100 b/					Taux de croissance			
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
Industries manufacturières	98,7	99,1	96,6	98,2	100,5	0,5	-2,6	1,7	2,3
Aliments et boissons	102,2	101,8	97,4	99,4	101,7	-0,4	-4,3	2,0	2,3
Tabac	101,6	102,3	99,0	97,8	98,4	0,7	-3,3	-1,1	0,6
Industrie textile	91,6	94,2	95,3	98,7	99,7	2,8	1,2	3,6	1,0
Ouvrages en bois et similaires (sauf meubles)	86,5	86,9	84,1	84,2	87,4	0,4	-3,2	0,1	3,8
Papier et similaires	102,7	103,8	102,6	105,4	115,0	1,1	-1,1	2,7	9,2
Produits chimiques	81,5	81,4	79,2	79,8	81,8	-0,1	-2,8	0,8	2,5
Minéraux non-métalliques	132,9	134,5	130,0	133,2	138,5	1,2	-3,4	2,4	4,0
Produits métallurgiques de base	102,7	100,4	93,4	93,3	98,8	-2,2	-6,9	-0,2	5,9
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	138,2	137,6	134,8	135,0	132,8	-0,4	-2,0	0,1	-1,6
Meubles	111,6	112,3	112,3	109,5	111,3	0,6	0,1	-2,5	1,6
Consommation commerciale et industrielle d' électricité	114,4	93,8	92,6	113,8	87,6	-18,0	-1,3	22,9	-23,0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Sur la base de chiffres de la valeur ajoutée par secteur d'activité en gourdes constants de 1986-1987.

Tableau 7

HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE, 2002-2006

	Millions de kWh					Taux de croissance			
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
Production	446,7	503,9	498,4	653,7	468,9	12,8	-1,1	31,2	-28,3
Consommation b/	255,9	229,2	242,4	290,6	222,2	-10,4	5,8	19,9	-23,5
Commerciale et industrielle	114,4	93,8	92,6	113,8	87,6	-18,0	-1,3	22,9	-23,0
Résidentielle	92,7	90,0	99,3	114,9	81,3	-2,9	10,3	15,7	-29,3
Autres	48,8	45,4	50,5	62,0	53,3	-7,0	11,2	22,7	-14,0
Eclairage public	13,9	11,7	14,2	16,5	14,2	-15,2	20,8	16,2	-13,8
Services publics et communaux	35,0	33,7	36,3	45,5	39,1	-3,7	7,9	25,2	-14,1
Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/	42,7	54,5	51,4	55,5	52,6	27,6	-5,8	8,1	-5,3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrée.

c/ Pourcentages de la production totale.

Tableau 8

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS, 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
	Taux de croissance						
Exportations (fob) b/							
Valeur	-2,7	-8,0	-10,1	21,4	13,4	21,5	7,8
Quantum	-3,0	-6,5	-10,1	19,0	14,8	27,9	17,8
Valeur unitaire	0,3	-1,6	0,0	2,0	-1,3	-5,0	-8,5
Importations (fob) b/							
Valeur	6,8	-2,9	-7,1	13,8	8,5	8,1	18,3
Quantum	2,1	-0,1	-8,0	10,0	-7,2	0,2	8,6
Valeur unitaire	4,6	-2,7	1,0	3,5	16,8	7,9	9,0
Termes de l'échange (fob/fob)	-4,1	1,2	-1,0	-1,4	-15,5	-11,9	-16,1
	Indices (2000 = 100)						
Pouvoir d'achat des exportations	100,0	94,6	84,2	98,8	95,8	108,0	106,7
Quantum des exportations	100,0	93,5	84,1	100,1	114,9	146,9	173,0
Quantum des importations	100,0	99,9	91,8	101,0	93,8	94,0	102,0
Termes de l'échange (fob/fob)	100,0	101,2	100,2	98,7	83,4	73,5	61,7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB, 2002-2006

	Millions de dollars					Composition (pourcentage)			Taux de croissance			
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2001	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
Exportations brutes (FOB)	274,4	333,2	377,7	458,9	494,4	100,0	100,0	100,0	21,4	13,4	21,5	7,8
Exportations nettes (FOB) b/	139,7	163,5	182,4	216,8	229,1	49,8	47,3	46,3	17,0	11,6	18,9	5,7
Produits agricoles	29,5	30,0	33,2	33,3	34,6	8,2	7,2	7,0	1,8	10,5	0,2	4,1
Café	2,9	3,6	4,3	3,8	5,9	1,6	0,8	1,2	23,3	20,6	-11,7	56,9
Cacao	5,5	6,1	6,5	6,9	4,5	0,6	1,5	0,9	9,2	7,6	6,1	-35,5
Sisal	1,2	1,6	1,0	1,2	0,9	0,2	0,3	0,2	29,5	-39,9	24,2	-26,3
Huiles essentielles	4,8	5,1	5,9	7,2	10,8	1,1	1,6	2,2	5,6	15,4	22,0	50,9
Mangues	5,5	4,7	6,6	8,9	8,8	1,4	1,9	1,8	-14,7	42,3	34,5	-1,2
Autres produits agricoles	9,6	9,1	9,0	5,3	3,8	3,4	1,2	0,8	-5,0	-1,6	-40,6	-29,5
Articles manufacturés c/	86,1	108,4	124,8	154,7	169,7	32,1	33,7	34,3	25,9	15,1	23,9	9,6
Manufactures artisanales et autres produits industriels	13,1	12,4	11,1	11,9	6,6	5,5	2,6	1,3	-5,6	-10,6	7,5	-44,4
Ajustement pour évaluation	11,0	12,7	13,9	17,2	18,3	3,9	3,7	3,7	15,1	9,7	23,4	6,8
Ajustement pour classification	134,7	169,6	195,3	242,0	265,3	50,2	52,7	53,7	25,9	15,1	23,9	9,6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance seule la valeur ajoutée est considérée.

c/ Correspond à la valeur ajoutée des entreprises de sous-traitance.

Tableau 10

HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF, 2002-2006

	Millions de dollars					Composition (pourcentage)			Taux de croissance			
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2001	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
Importations totales (CIF)	1 054,2	1 200,0	1 301,6	1 406,9	1 664,8	100,0	100,0	100,0	13,8	8,5	8,1	18,3
Produits alimentaires, boissons et tabac	267,3	290,9	377,8	351,0	395,0	27,1	24,9	23,7	8,8	29,9	-7,1	12,5
Combustibles minéraux	157,3	196,5	218,0	313,5	397,1	14,4	22,3	23,9	24,9	10,9	43,8	26,7
Hydrocarbures	134,8	166,7	185,3	266,5	337,6	12,3	18,9	20,3	23,6	11,2	43,9	26,7
Huiles et graisses	23,3	19,2	22,5	11,5	19,2	3,1	0,8	1,2	-18,0	17,4	-48,9	67,3
Produits chimiques	46,8	52,6	49,8	60,5	65,4	4,5	4,3	3,9	12,4	-5,4	21,6	8,0
Articles manufacturés b/	209,5	250,0	251,2	241,8	250,0	20,0	17,2	15,0	19,3	0,5	-3,7	3,4
Machines et matériel de transport	159,8	165,3	173,2	156,6	245,8	15,4	11,1	14,8	3,5	4,8	-9,6	56,9
Articles manufacturés divers c/	84,4	96,9	86,6	134,3	127,6	7,6	9,5	7,7	14,9	-10,6	55,1	-5,1
Autres d/	105,9	128,7	122,6	137,7	164,8	7,8	9,8	9,9	21,6	-4,7	12,4	19,7
Importations totales brutes (FOB) e/	980,4	1 116,0	1 210,5	1 308,5	1 548,2	...	...	...	13,8	8,5	8,1	18,3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total CIF moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRESENTATION ANALYTIQUE), 2002-2006

(Millions de dollars)

	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
I. Compte des transactions courantes	-89,0	-44,9	-55,6	39,0	-18,9
Exportations de biens I.a.b	274,4	333,2	377,7	458,9	494,4
Importations de biens I.a.b	-980,4	-1 116,0	-1 210,5	-1 308,5	-1 548,2
Solde au titre des biens	-706,0	-782,9	-832,8	-849,6	-1 053,7
Services (crédit)	146,7	135,2	132,6	145,5	203,9
Transports	...	...	...	...	...
Voyages	...	...	...	...	...
Autres services	...	...	...	...	...
Services (débit)	-269,6	-301,0	-336,0	-476,4	-538,2
Transports	...	...	...	...	...
Voyages	...	...	...	...	...
Autres services	...	...	...	...	...
Solde au titre des biens et services	-828,9	-948,6	-1 036,3	-1 180,5	-1 388,0
Revenus (crédit)	...	...	...	2,1	18,7
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	...	...	...	...	...
Revenus (débit)	-13,7	-14,3	-11,9	-37,1	-16,9
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	-13,7	-14,3	-11,9	-37,1	-11,4
Solde au titre des revenus	-13,7	-14,3	-11,9	-35,0	1,8
Transferts courants (crédit) b/	775,7	948,0	1 031,5	1 314,2	1 442,9
Transferts courants (débit)	-22,0	-30,0	-39,0	-59,7	-75,5
Solde au titre des transferts courants	753,7	918,0	992,5	1 254,5	1 367,4
II. Compte de capital c/	...	...	...	...	...
III. Compte d'opérations financières c/	-4,1	-48,5	13,2	-11,3	137,0
Investissements directs de l'économie à l'étranger	...	...	...	...	...
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	5,7	13,8	5,9	26,0	160,0
Avoirs des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...
Engagements des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...
Avoirs des autres investissements d/	-9,8	-62,3	7,3	-37,3	-23,0
Autorités monétaires d/	...	...	...	...	...
Administrations publiques d/	-25,8	22,1	-14,2	35,3	38,0
Banques d/	3,4	-48,8	23,1	-69,8	-83,5
Autres secteurs d/	12,6	-35,6	-1,5	-2,9	22,5
Engagements des autres investissements	...	...	...	...	...
Autorités monétaires	...	...	...	...	...
Administrations publiques	...	...	...	...	...
Banques	...	...	...	...	...
Autres secteurs	...	...	...	...	...
IV. Erreurs et omissions nettes	12,5	85,2	77,8	25,1	-24,3
V. Solde global	-80,6	-8,2	35,4	52,8	93,8
VI. Réserves et postes apparentés	80,5	8,2	-35,4	-50,5	-93,8
Avoirs de réserve	49,0	25,2	-50,0	-21,9	-108,7
Utilisation des crédits et prêts du FMI	3,3	-14,9	-6,7	8,1	12,5
Financements exceptionnels e/	28,3	-2,1	21,3	-36,6	2,5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et du Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dons officiels.

c/ Non compris les composantes qui font partie des catégories du Groupe VI

d/ Valeurs nettes.

e/ Y compris les arriérés de paiement et refinancements.

Tableau 12

HAÏTI: EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE, 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005 a/	2006 a/
	Gourdes pour 1 dollar						
Taux de change de référence b/	19,62	23,83	27,08	40,45	39,68	38,99	41,45
	Indices (2004 = 100)						
1. Indices du taux de change							
Taux de change de référence	49,4	60,0	68,2	101,9	100,0	98,2	104,4
2. Indices des prix à la consommation							
a) Haïti	46,3	54,1	58,8	77,9	100,0	116,8	133,4
b) États-Unis	91,1	94,1	95,5	97,7	100,0	103,3	107,1
3. Indices des prix relatifs (a/b)	50,8	57,5	61,6	79,7	100,0	113,0	124,5
4. Indices ajustés du taux de change (1/3)							
Taux de change de référence	97,3	104,4	110,8	127,8	100,0	86,9	83,9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE, 2002-2006 a/

	2002	2003	2004 b/	2005 b/	2006 b/
Millions de dollars					
Encours	1 211,9	1 287,4	1 316,3	1 337,8	1 419,3
Gouvernement	1 054,2	1 120,9	1 152,0	1 176,2	...
Entreprises publiques	157,7	166,5	164,3	161,6	...
Décaissements	13,0	49,6	23,3	113,7	99,2
Service de la dette	20,6	53,9	33,1	101,3	57,0
Amortissements	17,2	39,6	22,0	70,0	40,1
Intérêts	3,4	14,3	13,2	31,3	16,9
Pourcentages					
Ratios de structure de la dette					
Dette publique extérieure / exportations de biens et services c/	287,8	274,9	258,0	221,4	203,2
Services / exportations de biens et services c/	4,9	11,5	6,5	16,8	8,2
Intérêts nets / exportations de biens et services c/ d/	3,2	3,0	2,3	5,8	0,3
Service / tirage	158,2	108,7	142,4	89,1	57,5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance.

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la Balance des Paiements.

Tableau 14

HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS, 2002-2006 a/

	2002	2003	2004	2005 b/	2006 b/
Variation de septembre à septembre (pourcentages)					
Général	10,1	37,8	21,7	14,9	12,4
Alimentation	9,6	42,2	23,7	16,1	13,3
Variation moyenne annuelle (pourcentages)					
Général	8,7	32,5	28,3	16,8	14,2
Alimentation	9,3	30,5	28,2	17,9	14,8

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ A partir de chiffres d'indices des prix à base août 2004=100, sauf 2000-2002 par rétropolation des séries à base novembre 1996=100.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 15

HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION (base août 2004), 2003-2007 a/

	Indices, Août 2004=100					Variation par rapport au même mois de l'année précédente			
	2003	2004	2005 b/	2006 b/	2007 b/	2004	2005 b/	2006 b/	2007 b/
Indice général	73,4	94,2	110,0	125,7	136,9	28,3	16,8	14,2	8,9
Janvier	69,4	89,2	107,0	122,5	134,2	28,5	19,8	14,5	9,5
Février	71,9	90,6	108,1	124,6	135,3	26,0	19,3	15,3	8,6
Mars	74,3	93,3	109,2	125,9	136,0	25,6	17,1	15,3	8,0
Avril	75,9	97,4	110,3	127,0	137,2	28,4	13,2	15,1	8,0
Mai	76,9	98,8	112,3	128,3	139,0	28,5	13,7	14,2	8,3
Juin	78,1	99,3	113,7	128,5	140,2	27,2	14,5	13,0	9,1
Juillet	78,7	99,6	114,8	129,3		26,5	15,3	12,6	
Août	81,4	100,0	116,0	130,2		22,9	16,0	12,2	
Septembre	84,2	102,4	117,6	132,2		21,7	14,9	12,4	
Octobre	85,4	103,0	118,7	132,7		20,5	15,3	11,8	
Novembre	86,7	103,6	120,1	133,0		19,4	16,0	10,7	
Décembre	88,0	104,9	121,0	133,5		19,1	15,4	10,3	
Alimentation, boissons et tabac	73,5	94,2	111,1	127,6	139,2	28,2	17,9	14,8	9,1
Janvier	69,1	88,0	107,1	123,9	136,8	27,4	21,7	15,6	10,4
Février	71,9	89,5	108,8	127,1	138,9	24,4	21,5	16,9	9,3
Mars	74,7	94,2	110,4	128,8	139,3	26,1	17,2	16,6	8,2
Avril	77,2	99,7	111,8	130,4	140,5	29,2	12,2	16,6	7,7
Mai	78,8	101,5	115,0	131,6	141,7	28,8	13,2	14,5	7,7
Juin	80,0	101,1	116,8	132,0	141,8	26,4	15,5	13,0	7,4
Juillet	81,2	100,1	118,2	131,9		23,4	18,0	11,6	
Août	82,4	100,0	117,9	132,2		21,4	17,9	12,1	
Septembre	82,3	101,8	118,2	133,9		23,7	16,1	13,3	
Octobre	83,2	102,4	118,6	134,8		23,0	15,8	13,7	
Novembre	85,0	102,6	119,3	135,3		20,7	16,3	13,4	
Décembre	86,6	104,1	121,5	135,9		20,2	16,7	11,8	

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

a/ Nouvelle base Août 2004=100 à partir de juin 2005. Les séries antérieures, sur la base d'enchaînement des indices, ont été proportionnées par IHSI

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 16

HAÏTI: EVOLUTION DES REMUNERATIONS, 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005 a/	2006 a/
Gourdes							
Salaire journalier minimum b/	36,0	36,0	36,0	70,0	70,0	70,0	70,0
Indices (2004 = 100)							
Salaires							
Nominaux	51,4	51,4	51,4	100,0	100,0	100,0	100,0
Réels c/	111,0	95,1	87,4	128,3	100,0	85,6	75,0
Taux de croissance							
Salaires							
Nominaux	0,0	0,0	0,0	94,4	0,0	0,0	0,0
Réels	-10,3	-14,4	-8,0	46,8	-22,1	-14,4	-12,5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

et de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Salaire journalier de base dans l'industrie.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 17

HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES, 2002-2006

	Solde en fin d'année fiscale (septembre)					Taux de croissance			
	(Millions de gourdes)								
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
1. Réserves nettes de change b/	8 421	13 476	12 683	18 630	23 617	60,0	-5,9	46,9	26,8
2. Crédit intérieur net	28 808	38 552	44 078	49 659	51 660	33,8	14,3	12,7	4,0
Au secteur public	15 119	18 415	20 939	21 171	20 156	21,8	13,7	1,1	-4,8
Gouvernement central	15 077	18 309	21 185	21 273	20 363	21,4	15,7	0,4	-4,3
Entreprises publiques	41	106	-246	-102	-207	156,4	-331,7	58,5	-102,9
Au secteur privé	14 447	19 262	21 002	25 470	27 018	33,3	9,0	21,3	6,1
Instruments de régulation monétaire, bons BRH (-)	-3 153	-4 443	-3 545	-5 501	-7 809	-40,9	20,2	-55,2	-42,0
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres (net)	2 396	5 317	5 682	8 519	12 295	121,9	6,9	49,9	44,3
3. Passifs monétaires (1+2)	37 229	52 028	56 761	68 289	75 277	39,8	9,1	20,3	10,2
Monnaie en circulation	6 652	8 443	8 685	10 546	11 158	26,9	2,9	21,4	5,8
Dépôts à vue	4 585	5 716	7 221	8 452	8 403	24,7	26,3	17,0	-0,6
Monnaie (M1)	11 237	14 159	15 906	18 998	19 561	26,0	12,3	19,4	3,0
Dépôts à terme (monnaie nationale) d/	12 225	16 186	18 603	19 840	23 317	32,4	14,9	6,7	17,5
Liquidité en monnaie nationale (M2)	23 463	30 345	34 509	38 838	42 878	29,3	13,7	12,5	10,4
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	13 766	21 683	22 252	29 451	32 399	57,5	2,6	32,4	10,0
Liquidité étendue (M3)	37 229	52 028	56 761	68 289	75 277	39,8	9,1	20,3	10,2
Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année)									
M1/base monétaire	0,58	0,54	0,51	0,57	0,51				
M2/base monétaire	1,22	1,15	1,11	1,16	1,11				
M3/base monétaire	1,93	1,98	1,83	2,03	1,95				
Ratios de liquidité e/									
M1/PIB	0,120	0,118	0,113	0,113	0,098				
M2/PIB	0,250	0,253	0,246	0,231	0,214				
M3/PIB	0,396	0,434	0,404	0,406	0,376				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales.

c/ Y compris les créances interbancaires.

d/ Y compris comptes d'épargne.

e/ PIB à prix courants selon la nouvelle valoration des comptes nationaux à prix de 1986-1987.

Tableau 18

HAÏTI: BILAN DE LA BRH, 2002-2006

	Solde en fin d'année fiscale (septembre)					Taux de croissance			
	(Millions de gourdes)					2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/
	2002	2003	2004 a/	2005 a/	2006 a/				
1. Réserves nettes de change	4 014	5 274	6 564	8 226	11 276	31,4	24,5	25,3	37,1
2. Crédit intérieur net	11 578	16 330	19 828	19 232	16 761	41,0	21,4	-3,0	-12,8
Au secteur public	15 101	18 887	21 500	21 545	21 090	25,1	13,8	0,2	-2,1
Gouvernement central	15 039	18 648	21 522	21 520	21 154	24,0	15,4	0,0	-1,7
Entreprises publiques	62	239	-22	25	-64	286,7	-109,0	215,6	-355,2
Au secteur privé	463	1 524	321	936	1 050	229,3	-78,9	191,8	12,2
Instruments de régulation monétaire, bons BRH (-)	-3 153	-4 443	-3 545	-5 501	-7 809	-40,9	20,2	-55,2	-42,0
Capital et surplus b/	-4 262	-3 745	-2 473	-2 061	-1 004	12,1	34,0	16,7	51,3
Autres (net)	3 429	4 108	4 025	4 313	3 434	19,8	-2,0	7,2	-20,4
3. Passifs monétaires (1+2)	15 591	21 604	26 392	27 458	28 037	38,6	22,2	4,0	2,1
Monnaie en circulation	6 652	8 443	8 685	10 547	11 158	26,9	2,9	21,4	5,8
Engagements envers institutions financières monétaires	8 939	13 161	17 707	16 911	16 879	47,2	34,5	-4,5	-0,2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris Droits de Tirages Spéciaux (DTS).

Tableau 19

HAÏTI: RECETTES ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL, 2002-2006 a/

	Millions de gourdes					Taux de croissance			
	2002	2003	2004 b/	2005 b/	2006 b/	2003	2004 b/	2005 b/	2006 b/
1. Recettes totales (1.1+ 1.2 + 1.3)	7 834	10 674	12 537	18 167	21 432	36,2	17,5	44,9	18,0
1.1. Recettes courantes	7 721	10 503	12 474	16 253	20 110	36,0	18,8	30,3	23,7
Directes	1 584	3 161	2 779	3 797	4 083	99,6	-12,1	36,6	7,5
Personnes physiques	763	1 839	1 295	1 998	1 942	141,1	-29,6	54,3	-2,8
Sociétés	821	1 322	1 484	1 799	2 141	61,0	12,3	21,2	19,0
Indirectes	2 952	3 603	4 690	5 284	7 172	22,1	30,2	12,7	35,7
Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	2 417	834	3 458	4 038	5 894	-65,5	314,7	16,8	46,0
Droits d'accise	534	2 769	1 232	1 246	1 278	418,2	-55,5	1,2	2,6
Diverses	1 115	970	1 477	2 734	2 614	-13,0	52,3	85,1	-4,4
Recettes douanières	2 070	2 769	3 528	4 438	6 241	33,7	27,4	25,8	40,6
1.2. Transferts des entreprises publiques	1	0	0	0	0	...	...	...	...
1.3. Dons	113	171	63	1 914	1 322	51,6	-63,1	2 938,1	-30,9
2. Dépenses courantes	8 469	10 465	12 911	17 220	19 366	23,6	23,4	33,4	12,5
Dépenses budgétaires	7 612	9 284	11 321	13 861	15 505	22,0	21,9	22,4	11,9
Rémunérations	3 483	3 689	4 143	5 853	6 871	5,9	12,3	41,3	17,4
Dépenses de fonctionnement	4 129	5 595	7 179	8 008	8 634	35,5	28,3	11,6	7,8
Dépenses extra-budgétaires	857	1 181	1 590	3 360	3 861	37,8	34,6	111,4	14,9
Subventions	494	398	398	1 323	1 840	-19,5	0,0	232,1	39,2
Intérêts	127	522	930	1 707	1 622	312,7	78,2	83,5	-5,0
Dettes internes	...	124	480	499	843	...	287,4	4,0	68,9
Dettes externes	127	398	450	1 208	779	214,8	13,1	168,2	-35,5
Autres dépenses	236	261	261	330	399	10,5	0,0	26,5	20,8
3. Epargne ou Déficit courant (1-2)	-748	38	-437	-967	744	105,0	-1 258,4	-121,5	176,9
4. Dépenses de capital	1 908	3 927	3 927	2 027	2 114	105,8	0,0	-48,4	4,3
5. Dépenses totales (2+4)	10 377	14 392	16 838	19 247	21 480	38,7	17,0	14,3	11,6
6. Excédent ou Déficit fiscal (1-5)	-2 542	-3 719	-4 301	-1 080	-48				
7. Financement du déficit	2 542	3 719	4 301	1 080	48				
Financement extérieur net	-277	5 233	-970	-2 728	-1 595				
Prêts externes (nets)	-277	5 233	-970	-2 728	-1 595				
Financement intérieur net	2 820	-1 514	5 271	3 808	1 643				
Banque Centrale	2 892	3 669	2 820	-21	-314				
Autres sources de financement c/	-72	-5 183	2 451	3 830	1 957				
Ratios (pourcentages)									
Recettes totales/PIB	8,3	8,9	8,9	10,8	10,7				
Recettes courantes/PIB	8,2	8,8	8,9	9,7	10,0				
Dépenses totales/PIB	11,0	12,0	12,0	11,5	10,7				
Dépenses courantes/PIB	9,0	8,7	9,2	10,2	9,7				
Epargne courante/PIB	-0,8	0,0	-0,3	-0,6	0,4				
Dépenses de capital/PIB	2,0	3,3	2,8	1,2	1,1				
Déficit fiscal/PIB	-2,7	-3,1	-3,1	-0,6	0,0				
Financement interne net/déficit	110,9	-40,7	122,6	352,6	3 422,4				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

a/ Non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement.

Tableau 20

HAÏTI: INDICATEURS DU SYSTÈME BANCAIRE (pourcentages), 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	Nombre de banques				
Banques inclues	13	13	13	...	...
Commerciales privées (y compris banques d'épargne et de logement)	9	9	9	...	...
Succursales de banques commerciales Etrangères	2	2	2	...	...
Banques commerciales d'Etat	2	2	2	...	...
	Structure opérationnelle (millions de gourdes)				
Actifs	35 326	50 916	55 931	...	...
Passifs	33 182	48 186	52 984	...	...
Fonds propres (patrimoine)	2 040	2 730	2 947	...	...
	Structure opérationnelle				
Actifs	100,0	100,0	100,0	...	...
Passifs	93,9	94,6	94,7	...	...
Fonds propres (patrimoine)	5,8	5,4	5,3	...	...
	Adéquation des fonds propres (patrimoine)				
Capital ajusté / Actifs ajustés par risque a/	14,7	...	...	...	...
	Structure, qualité et concentration des actifs				
Disponibilités / Actifs	38,3	37,3	40,1	...	...
Portefeuille net / Actifs	34,4	31,8	30,5	...	...
Prets improductifs bruts / prêts bruts	6,5	5,5	6,9	...	...
Actif productif / Actif total	60,5	58,0	55,1	...	...
Provisions pour créances douteuses / Prêts improductifs bruts	84,4	97,1	88,9	...	...
Total du crédit	100,0	100,0	100,0	...	...
Consommation	11,1	13,0	10,6	...	...
Commerce (gros et détail)	34,8	33,3	33,0	...	...
Industrie manufacturière	18,5	18,3	17,5	...	...
Immobilier (résidentiel et commercial)	11,4	11,8	12,6	...	...
Autres (résiduel)	24,2	23,6	26,3	...	...
	Liquidité				
Disponibilités / Total des dépôts	44,9	44,1	46,7	...	...
Disponibilités / Dépôts à vue Gourdes b/	324,5	332,3	311,0	...	...
Disponibilités / Dépôts à vue Dollars b/	331,0	310,4	339,1	...	...
Actif courant net / Total actif c/	97,4	97,3	96,0	...	...
	Rentabilité				
Dividendes versés / Avoir des actionnaires d/	3,3	...	...	...	...
Bénéfice net / Actif total moyen e/	1,0	1,9	0,8	...	...
Bénéfice net / Fonds propres moyen f/	17,3	35,0	15,1	...	...
(Revenus - Dépenses) / Actif productif moyen g/	1,5	2,7	1,4	...	...
	Risque et vulnérabilité				
Dépenses financières / Total des dépôts	3,0	3,3	4,6	...	...
Actif productif / Total des dépôts	70,7	71,7	64,1	...	...
Capital et réserves / Actif total	3,3	2,7	2,8	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Le capital ajusté correspond à l'avoir des actionnaires.

b/ Les passifs à court terme ne considèrent que les dépôts à vue.

c/ Actifs courants nets: Actifs - dépenses d'intérêts.

d/ Dividendes comme pourcentage du patrimoine.

e/ Equivalent au *Return of Assets* (ROA) selon dénomination de la BRH.

f/ Equivalent au *Return of Equities* (ROE) selon dénomination de la BRH.

g/ Bénéfices avant impôts comme pourcentage des actifs productifs moyens.